



Les Entreprises Daniel Robert Inc

11550 avenue Philippe-Panneton, R.D.P., Montréal, Québec, Canada, H1E 4G4

Téléphone: [REDACTED] - Télécopieur: [REDACTED] 4 - Courriel: [REDACTED]

Le 25 mars 2015

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION
600 rue Fullum, secteur 0570,
Montréal (Québec)
H2K 3L6

A l'attention de Maître Sonia LeBel, procureure en chef

Objet: Préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction

Madame,

Pour faire suite à votre lettre du 23 mars dernier et de notre conversation téléphonique relativement au préavis cité en rubrique, je désire me faire entendre par les procureurs et je vous fais un résumé de mon témoignage en référence à l'interrogatoire de Monsieur Michel Leclerc de la compagnie Terramex (volume 40, page 174).

Nous sommes une entreprise familiale qui oeuvre dans le domaine de l'aménagement de parcs et du déneigement commercial et institutionnel depuis plus de 35 ans. Tous les membres de ma famille, soit mon épouse et mes trois fils y participent pleinement ainsi qu'une cinquantaine d'employés. Notre principal client a souvent sinon toujours été la Ville de Montréal ou les arrondissements après la défusion.

Vers 2004-2005, j'ai été convoqué à une réunion d'entrepreneurs dans l'ouest de la Ville à laquelle participaient plus d'une vingtaine d'entrepreneurs qui oeuvraient dans le domaine des parcs et que je connaissais tous de près ou de loin.

Je peux affirmer qu'il y a eu une tentative par le groupe de Monsieur Capello d'instaurer un système de rotation basé sur le chiffre d'affaires des entreprises présentes. A mon sens, il n'y a eu aucune entente tacite mais personne ne s'y est formellement opposé non plus.

Les mois suivants, j'ai réalisé que le système se mettait en place subtilement. Il s'agissait d'aller acheter des documents d'appel d'offres et le temps de revenir au bureau, le téléphone sonnait déjà pour savoir si on soumissionnait sur le projet ou pour nous annoncer qu'il était déjà "promis" à quelqu'un. Nous avons laissé tomber plusieurs projets, notre carnet de commande étant assez rempli pour être occupés pour quelques mois à l'avance.


Arriva le temps où nous anticipons manquer de travail. J'ai alors pris possession de plusieurs appels d'offres et encore une fois, j'ai reçu des appels et j'ai compris que beaucoup d'entrepreneurs, même ceux de l'extérieur de Montréal, voulaient profiter de la manne. Ces gens se faisaient offrir des contrats ou d'autres considérations comme de l'aide dans leur région. Ce cercle et le territoire s'agrandissaient.

Manquant de travail et réalisant que la tarte rapetissait pour nous, j'ai appelé Monsieur Capello pour lui dire qu'à l'avenir, je soumissionnerais sur tous les projets que je convoite et qu'il était inutile de m'appeler, que j'avais un urgent besoin de contrats. Le lendemain, Monsieur Leclerc me rencontre dans un Tim Horton et m'offre en sous-traitance la partie aménagement (\$ 450 000) d'un parc dont il avait réalisé la partie décontamination (partie payante). J'ai accepté compte tenu ma situation. Au final, nous avons perdu \$ 19 000. L'histoire finit mal mais depuis ce temps, les choses sont revenues comme avant.

Voici en résumé, l'essentiel de mon témoignage. Je vous réitère ma demande de vous rencontrer et je déclare n'avoir jamais participé à leur système de collusion bien que je savais qu'il existait et je n'ai jamais payé ou bénéficié d'aucun avantage que ce soit.

A la lecture de ce compte-rendu, vous comprendrez qu'il est difficile pour nous de vous fournir des documents en preuve à part les nombreuses soumissions que nous avons déposées durant les années correspondantes à votre mandat., la Commission ayant sans doute facilement accès à tous ces documents.

Espérant le tout conforme à vos attentes, veuillez accepter mes salutations respectueuses.



Daniel Robert

Affirmé solennellement devant moi à Montréal, ce mercredi 6 mai 2015.



CATHERINE MARSOLAIS
COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION POUR LE QUÉBEC
199 764